



**MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 16 janvier 2023

## **Vœux de Marc Fesneau au monde agricole**

*Lundi 16 janvier 2023*

Mesdames, messieurs,

Vous le savez mieux que quiconque, l'agriculture, c'est bien souvent une affaire de cycles et de saisons, de moments de rendez-vous et de traditions. Vous êtes aujourd'hui présents en nombre, et je vous en remercie, pour montrer que cette cérémonie des vœux au monde agricole est bien fidèle à à cette réalité et à cet esprit.

C'est d'autant plus vrai qu'en raison de la situation sanitaire, c'est la première fois depuis trois ans que cette cérémonie des vœux dédiée au monde agricole peut avoir lieu. Ce sont là les retrouvailles entre vous et ce ministère, qui est le vôtre. Et dans votre diversité, vous participez tous à la richesse de notre modèle agricole français (agriculteurs, acteurs de l'agroalimentaire, du secteur de l'alimentation, du secteur forestier, de l'enseignement

agricole, organisations professionnelles agricoles, chambres d'agriculture, représentants des différentes filières, associations et ceux qui les accompagnent dans leur quotidien).

C'est aussi, pour moi, comme ministre, près de 8 mois après ma nomination, la première fois que je peux m'adresser collectivement à vous et partager avec vous notre ambition pour l'agriculture, notre alimentation et nos forêts, mon ambition au service du monde agricole, vous qui faites au quotidien l'agriculture française.

Et en vous adressant mes vœux pour 2023, le premier message que je souhaiterais vous transmettre, c'est celui d'une fierté que nous devons, ensemble, affirmer.

Je sais, bien sûr, la gravité du moment et les difficultés immenses auxquelles le monde agricole est confronté.

Il y a le retour dramatique de la guerre en Europe, tout d'abord, avec les hausses massives des prix des intrants. Avec l'énergie et l'alimentation, éléments essentiels de la souveraineté de nos nations et de notre continent, qui sont aujourd'hui utilisés comme des armes. Et je suis conscient comme l'ensemble du Gouvernement des conséquences très concrètes, des conséquences quotidiennes, que cela a sur les coûts de

production, ainsi que des difficultés que cela entraîne pour de nombreux agriculteurs et pour l'ensemble de la chaîne alimentaire.

Il y a le dérèglement climatique, aussi, avec ses conséquences de plus en plus profondes, de plus en plus présentes sur nos modes de vie. Vous le savez mieux que quiconque, vous, les entrepreneurs du vivant, qui travaillez à partir de ce que peut donner la terre et de ce que le ciel vous accorde. Vous le savez car vous en percevez les premiers les conséquences, sur vos récoltes et nos paysages, et parce que vous en êtes bien souvent et malheureusement les premières victimes. Et en 2022, nous avons pu voir combien ces phénomènes s'intensifiaient, avec les épisodes de gel, de grêles et surtout la sécheresse historique et atypique que nous avons connue.

Enfin, face à ces difficultés importantes, il y a le sentiment lancinant, pour le monde agricole, que le pays, que nos concitoyens, ne comprennent pas assez ou ne comprennent plus ce que vous faites et pourquoi vous le faites. Et c'est une forme de remise en question à laquelle nous sommes confrontés, face à des exigences sociales, sociétales, environnementales nouvelles et toujours plus fortes. Sans que les efforts que vous avez engagés ne soient toujours perçus à leur juste valeur. Sans

que les contraintes auxquelles vous faites face ne soient toujours comprises.

Comme si années après années, générations après générations, le fil et les liens multimillénaires et multi-séculaires qui nous liaient à l'agriculture et aux agriculteurs s'étaient effacés. Et sans doute de manière parallèle, comme si une partie de la société était soit ignorante soit défiante au point d'oublier les cycles naturels, les réalités du métier, le rapport à la vie et à la mort, la place spécifique de l'humanité dans le vivant. Comme si nourrir l'humanité toute entière ne pouvait pas faire figure d'objectif partagé.

Cela suppose donc de construire un nouveau pacte de confiance et de compréhension mutuelle : partager la fierté d'exercer des activités qui, plus que toutes autres, lient l'homme à la nature ; partager la fierté d'être acteurs de ce changement, dans ce monde dont les contours nouveaux se dessinent à toute vitesse, dans ce moment d'incertitudes et bien souvent d'inquiétudes. Vous vous engagez au quotidien pour assumer sans doute l'une des plus belles missions au service de l'humain, celle de produire pour nous nourrir. Acteurs de la chaîne alimentaire, vous êtes,

chacun à la place qui est la vôtre, indispensables à la souveraineté alimentaire de notre pays.

Et 2023 doit être l'occasion de le redire : l'agriculture est plus qu'une part de notre identité, de notre histoire, c'est aussi une part de notre avenir, parce que c'est une part déterminante de notre souveraineté.

C'est une part de notre destin européen qui se joue avec le caractère absolument stratégique de la PAC pour faire face aux déséquilibres mondiaux. C'est la place de la France dans le monde, et son rayonnement international, à travers la promotion de notre modèle et de ses savoir-faire. C'est un outil d'influence et de puissance. C'est notre dynamique économique, que ce soit à l'international ou pour le dynamisme de nos territoires.

C'est notre système éducatif, à travers l'enseignement agricole, mais aussi notre capacité de recherche et d'innovation, portée par des milliers d'acteurs sur le terrain. Ce sont nos territoires, dont la vie est structurée par nos productions agricoles. Ce sont les solidarités à penser, à travers notamment la question de l'accès le plus large à une alimentation de qualité. C'est enfin une

réponse aux enjeux de réchauffement climatique, qui sont cœur des consciences des citoyens français, et face auxquels nous détenons une partie de la solution.

Et c'est ce message de fierté de ce que vous êtes et de ce que vous faites que vous devez porter, et que je serai encore le premier à porter cette année, avec enthousiasme face aux défis à relever également et à vos côtés.

\*\*\*

Pour écrire ensemble 2023, ce n'est pas d'une page blanche que nous partons, car 2022 a été une année intense pour le monde agricole, une année durant laquelle nous avons pris à bras le corps de nombreux défis.

2022 a tout d'abord été une année européenne, avec la PFUE, que la France assurait pour la première fois depuis 2008, et avec la finalisation de la négociation du PSN pour la PAC.

La PFUE, ce sont des avancées concrètes obtenues - et j'en profite pour saluer ici l'action de mon prédécesseur, Julien Denormandie – qu'il s'agisse de l'agriculture bas-carbone, de l'enjeu de la vaccination pour l'influenza aviaire mais aussi et

surtout avec la question de la réciprocité des normes. C'est un changement de logique profond que nous avons initié avec la PFUE, pour garantir à nos producteurs des conditions de concurrence équitables. Ne plus subir, mais se protéger d'abord, et partir à la conquête de nouveaux marchés, ensuite.

Pour que les accords internationaux soient désormais pensés au regard de notre agenda politique et tout spécifiquement par rapport aux enjeux de revenu agricole et d'exigence environnementale et sociale des productions. Le chemin sera encore long, bien sûr mais c'est bien dans ce sens que nous devons continuer à œuvrer pour que cette nouvelle donne se traduise, pour nos filières agricoles, par des avancées concrètes et une politique offensive pour le secteur agricole. Nous réussirons le défi immense de la lutte contre le dérèglement climatique et des grandes transitions si les échanges commerciaux, dont nous avons besoin, sont équitables et visent le même objectif. Sinon ce sera un échec.

Année européenne également avec l'adoption du PSN, qui sera à la fois un moteur de protection et de transitions pour nos agriculteurs. La France a été dans les 7 premiers États-membres à faire approuver son PSN, une étape indispensable pour leur donner rapidement de la visibilité sur la future PAC, avec un cadre solide pour les années à venir et opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Avec aussi, des avancées majeures : je pense en

particulier au droit à l'erreur, qui est un élément de confiance, et donc de reconnaissance, très attendu par nos agriculteurs.

2022, c'est aussi une année de crises, face auxquelles j'ai été, avec tous les agents du ministère, à vos côtés.

Crise sanitaire, tout d'abord, avec le travail mené à la fois sur la sortie de la crise Covid, mais aussi pour déployer le plan de relance au service des secteurs agricoles, alimentaires et forestiers. Ce sont près de 2 milliards qui ont été investis en un temps record, afin d'adapter notre outil de production agricole, notre industrie agroalimentaire et notre secteur forestier aux défis de demain.

Ou encore crise de l'influenza aviaire qui, cette année encore, touche de nombreux territoires et je sais la détresse des éleveurs face à cette situation, et c'est pourquoi j'ai annoncé fin décembre le lancement d'un plan d'action opérationnel ayant pour objectif de rendre la vaccination opérationnelle dès l'automne prochain.

Enfin, de nombreux aléas climatiques ont marqué cette année : je pense au gel et aux épisodes de grêle, naturellement, mais aussi et surtout à la sécheresse historique de cet été et ses conséquences, encore présentes, que ce soit sur certaines productions, sur l'élevage ou sur nos forêts.



Pour accompagner nos agriculteurs, des fonds d'urgence ont été mis en place pour le gel et la grêle, le dispositif des calamités agricoles a été mobilisé dans un calendrier accéléré et jamais vu et les prises en charge de cotisations sociales ont été déployées au plus près des attentes du terrain.

Grâce à une large concertation menée dans le cadre du Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique, nous avons initié en 2022 une réforme structurelle, celle de l'assurance récolte, que nous avons initiée en 2022 dans le cadre

Ce n'est pas la seule manière dont nous nous sommes tournés vers l'avenir en 2022. Des crises, nous en avons eues, et nous les avons gérées ensemble, mais surtout nous devons garder collectivement l'énergie, l'engagement pour construire une agriculture plus forte et une industrie agroalimentaire plus performante.

\*\*\*

2022, c'est aussi le vote et la première année d'application de la loi ÉGAlim II qui a montré son efficacité pour préserver le revenu de nos agriculteurs. Et nous menons donc cette bataille pour les revenus agricoles et de l'industrie agroalimentaire. Cette bataille, c'est la mère des batailles pour garder des agriculteurs et des

industries agro-alimentaires. Et vous continuerez de me trouver à vos côtés pour dire la valeur de l'alimentation. Pour la dire aux consommateurs et pour y veiller tout au long de la chaîne alimentaire.

Enfin, des jalons importants ont été posés cette année par le président de la République sur l'avenir de nos forêts. Nous devons les protéger car elles sont au carrefour des enjeux de transition écologique, de préservation de biodiversité et de patrimoine paysager et culturel. Portons l'ambition de les faire redécouvrir aux Français. Portons l'ambition de développer leur caractère multidimensionnel, et notamment leur dimension de filière économique, sans laquelle aucun renouvellement ne sera possible et qui est donc essentielle. La feuille de route gouvernementale que je porte et qui vise à repenser la forêt de demain, est une priorité de la planification écologique souhaitée par la Première ministre.

\*\*\*

Vous le voyez, l'année qui s'ouvre sera marquée par la poursuite de chantiers importants pour le monde agricole. Mais bien plus encore, la conviction que je voudrais vous faire partager à l'occasion de cette cérémonie de vœux, c'est que 2023 peut

constituer un moment charnière pour notre agriculture et nos agriculteurs. À condition qu'ensemble, nous soyons en capacité de nous saisir de ce moment.

Car c'est au monde agricole qu'il revient, en premier lieu, de penser son destin. Cela exigera que nous le fassions avec les Français et le prochain Salon International de l'Agriculture est une nouvelle fois une opportunité à saisir. Mais ils besoin de toucher à nouveau du doigt le sens de la mission que vous menez à leur service.

Et cela exigera aussi, pour nous tous, de sortir des routines, de se libérer du poids des habitudes et des réflexes de réticence aux changements que, parfois, reconnaissons-le, nous avons. Pour être en capacité de proposer nous-mêmes ces changements et de les conduire, donc de les maîtriser. Et c'est d'ailleurs bien souvent ce qui se passe, sur le terrain, à l'échelle des exploitations : nous devons le faire savoir, le valoriser, le développer. Et nous devons, avec vous, décider de ce que sera notre agriculture, lucidement, sinon d'autres imposeront leurs vues.

Cela supposera, en somme, de renouer pleinement avec ce qui fait l'essence même de l'agriculture : sa capacité de réinvention constante, parce que profondément ancrée dans le réel.

La période que nous vivons nous y invite et nous en donne donc les moyens de faire toucher du doigt à chaque Français le caractère essentiel de ce que vous faites.

D'abord parce que les craintes que la crise sanitaire a fait peser sur une rupture d'approvisionnement et l'envolée des prix alimentaires liés à la guerre en Ukraine ont remis la question agricole et alimentaire au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Tous sont désormais pleinement conscients que le rôle que vous assumez pour nous nourrir est fondamental. Et qu'au-delà de cela, il ne s'agit ni plus ni moins de notre souveraineté qui est en jeu.

Ensuite, parce que le mur du réchauffement climatique nous impose d'agir. Ce n'est pas seulement un impératif pour mieux produire, c'est aussi une condition essentielle pour être en mesure de continuer à produire. Ces transitions nécessaires, nous devons donc nous les approprier, les accélérer, les valoriser. Elles peuvent être également un élément de dialogue avec les Français. Elles seront aussi créatrices de valeurs, et donc de revenus pour nos agriculteurs.

C'est cela, le sens même de la souveraineté alimentaire que nous devons bâtir. Ce n'est pas un vœu pieux, un concept ou un

slogan. D'ailleurs, le plan de souveraineté « Fruits et Légumes » qui sera détaillé au SIA sera l'occasion d'en montrer une traduction très concrète.

La souveraineté alimentaire doit se construire ou plutôt continuer de se construire sur des fondations solides :

La première, c'est le revenu des agriculteurs, car c'est la condition sine qua non de la préservation de notre production agricole nationale et de notre capacité à conquérir de nouveaux marchés, en garantissant à nos producteurs équité et loyauté dans la concurrence internationale.

Et je veux, à cet égard, dans le contexte de négociations commerciales, souligner l'importance de préserver les lois ÉGAlim, et particulièrement ÉGAlim II. La construction du prix en marche avant, la non négociabilité du prix de matières premières, ce sont des avancées immenses. Et c'est pourquoi il faut faire vivre cette loi et prendre garde de ne pas multiplier les débats qui pourraient en affaiblir la portée. Il faut l'améliorer et l'évaluer en continu pour qu'on n'en perde jamais le fil initial : celui de la rémunération de la matière première agricole.

Et avant même d'en penser l'avenir, il faut l'appliquer pleinement et il faut surtout mobiliser le grand public pour lui donner plus de poids, en rappelant sans cesse que le bon prix n'est pas le plus

bas, mais le prix juste, celui qui rémunère le producteur et plus globalement tous les acteurs de la chaîne.

La deuxième condition de notre souveraineté alimentaire, c'est le renouvellement des générations, pas seulement d'un point de vue numérique, mais aussi en offrant un modèle viable et des perspectives claires à chaque exploitant, en leur redonnant le rôle central qu'ils doivent avoir dans notre société, et en faisant d'eux les acteurs des transitions et les porteurs de la troisième révolution agricole.

La troisième condition, c'est justement de placer l'agriculture au cœur de la lutte contre le réchauffement climatique et de la réponse aux nouvelles attentes sociétales, car c'est de cela que dépendra notre capacité à maintenir une production agricole dynamique et conquérante, en lui offrant des débouchés auprès des consommateurs. Et je le dis le plus clairement du monde : cela passera non pas par des injonctions, des « y'a, faut qu'on » mais bien par des transitions qu'il nous faudra assumer, ensemble, en les planifiant et en plaçant la recherche et l'innovation au cœur du projet commun.

Enfin, la dernière condition de notre souveraineté alimentaire, c'est de refonder le lien entre agriculture et alimentation, pour que l'agriculture soit porteuse de solidarités, de sécurité, de

durabilité, à travers l'accès à des ressources alimentaires de qualité pour le plus grand nombre.

Et le président de la République et la Première ministre ont pris des engagements en la matière ; il faut continuer d'y travailler.

Je voudrais partager avec vous l'idée que tout cela, nous devons le mener selon une approche qui peut paraître évidente, mais qui est en réalité cruciale : pour reconnecter pleinement l'agriculture à une société en profonde transformation, il nous faudra rebâtir un pacte avec la société toute entière.

Parce que c'est pour nourrir les consommateurs et les citoyens que les agriculteurs s'engagent et produisent.

Parce qu'il nous faudra faire du consommateur et du citoyen un acteur à part entière de la chaîne de l'alimentation responsabilisé, afin que son action ait un impact sur le revenu agricole.

Parce que le consommateur et le citoyen doit aussi porter une vision de la France à travers ce qu'on veut pour l'avenir, en particulier sur la question du renouvellement des générations, qui doit nous permettre de réussir les transitions à l'œuvre.

Et c'est donc vers lui que doit se tourner le monde agricole, afin de concilier les logiques de transitions que nous devons mener, et l'impératif d'offrir des débouchés économiques à notre agriculture.

\*\*\*

Et pour concrétiser cette ambition, qui nous permettra de continuer à bâtir notre souveraineté alimentaire, 2023 sera une année d'actions, auxquelles je vous invite à prendre pleinement part.

Une année d'action au service des réformes que nous devons porter pour le monde agricole, tout d'abord.

Cela passera en premier lieu par la mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle PAC, parce qu'il s'agit de donner corps aux avancées sociales et environnementales qu'elle permet.

L'enjeu est double : que les agriculteurs s'approprient pleinement cette nouvelle PAC, bien sûr, et c'est un travail que



nous allons mener avec l'ensemble des services du ministère et avec vous quotidiennement.

Et vos organisations vont y jouer une place éminente. Mais j'aimerais qu'ensemble, nous allions plus loin encore.

Je souhaite que chaque Français puisse prendre pleinement conscience de l'importance essentielle de l'agriculture pour l'Europe et la France. Il faut, pour cela, que nous développions une communication davantage « grand public » sur la PAC, afin de mieux montrer à nos concitoyens ce qu'elle leur apporte. Le SIA 2023 sera à n'en pas douter l'occasion de donner corps à ce principe.

2023, ce sera aussi l'année de l'entrée en vigueur d'une autre réforme majeure, celle de l'assurance récolte.

C'est un pacte vieux de 60 ans, qui lie les agriculteurs et la nation en matière de protection des revenus agricoles, dont nous avons reposé ensemble les fondations en 2022. Et c'était un travail indispensable à mener dans un contexte de dérèglement climatique.

Car nous le voyons bien avec les épisodes de gel, de grêle, et surtout la sécheresse historique qui a frappé nos élevages, nos productions et nos forêts cet été : le système était à bout de souffle, malgré les moyens massifs déployés par l'État, malgré l'accélération du calendrier des indemnisations, c'est en profondeur que les choses devaient évoluer.

Ici encore, nous avons des défis collectifs à relever. Le premier, c'est bien entendu de convaincre les agriculteurs de s'assurer massivement. Et il faut être clairs dans le discours que nous protons collectivement : car à l'échelle d'un exploitant, c'est de sa capacité à continuer de produire, de ne pas mettre en péril le fruit de son travail dont il s'agit. Et à l'échelle nationale, c'est de notre souveraineté alimentaire dont il s'agit, car elle sera résiliente, en permettant à nos agriculteurs de faire face aux chocs climatiques, ou elle ne sera pas.

Un second défi consistera à réussir la mise en place de l'indemnisation de solidarité nationale, en substitution du dispositif historique des calamités agricoles pour les pertes de récoltes.

Et pour y parvenir, je le dis clairement : le système ne sera tenable que si nous assumons sans détour la distinction entre ceux qui s'assurent et ceux qui ne le font pas.

C'est le principe même, et sans doute tout particulièrement dans le monde agricole. Il faut donc avancer dans ce sens.

Je compte sur tous les acteurs pour finaliser les derniers ajustements nécessaires pour que le guichet unique attendu soit opérationnel le plus rapidement possible. L'Etat a été au rendez-vous législatif et financier et j'en suis très heureux.

C'est une réforme absolument indispensable, je le disais, mais ce ne peut pas être une réponse unique et suffisante aux conséquences du changement climatique.

C'est bien l'ensemble des travaux engagés sur le Varenne de l'eau et du changement climatique qu'il conviendra de poursuivre en 2023, sur les trois pans indissociables : couverture des risques mais aussi adaptation des filières et des territoires aux conséquences du changement climatique et sécurisation de l'accès à la ressource en eau, élément incontournable à toute production agricole.

Et je voudrais vous dire un mot de la question de la gestion de l'eau, qui absolument centrale, avec deux chantiers que nous devons mener de front.

Tout l'enjeu est de favoriser avec raison et pour répondre aux besoins le captage d'eau lorsque la ressource dans le milieu est abondante, pour pouvoir substituer les prélèvements ou mieux l'utiliser en cas de sécheresse. Nous devons encore accélérer sur ce point mais, je le dis clairement, il faut le faire avec méthode, en favorisant les usages multiples, en tenant compte des spécificités de chaque territoire, de l'indispensable transition écologique. Avec un message simple à porter devant les Français : il ne s'agit jamais d'accaparer l'eau, il s'agit de garantir votre alimentation, car il n'y a pas d'agriculture sans eau. Et pour crédibiliser ce message, nous devons décliner plus concrètement le Varenne de l'eau.

\*\*\*

Mais en fait, quand on voit tous les sujets, leur diversité, leur complexité, nous avons besoin de porter par une concertation puis un débat législatif et parlementaire, l'ambition que nous assignons à l'agriculture.

2023, ce sera aussi une année d'actions pour bâtir un nouveau pacte d'avenir, un pacte de confiance et de compréhension

mutuelle et de fierté partagée. C'est, au fond, tout l'enjeu de la concertation que j'ai lancée le 7 décembre dernier sur le Pacte et la Loi d'Avenir et d'Orientation agricoles, pour penser l'avenir de l'agriculture à l'horizon 2040.

Les contours et les modalités de la concertation sont connus, je n'y reviendrai donc pas, mais je souhaitais tout de même vous faire partager quelques convictions.

La première, c'est le rôle singulier que la jeunesse doit jouer dans cette démarche. Notre jeunesse, c'est celle de l'enseignement agricole, qui est un formidable levier de changement et qui va prendre une place plus importante encore avec ce Pacte et cette future loi.

Notre jeunesse, ce sont aussi ceux qui recherchent à s'installer et pour qui nous devons lever les barrières, et leur permettre d'être les acteurs des évolutions nécessaires de notre agriculture. Notre jeunesse, c'est aussi la jeunesse française dans son ensemble. Car c'est aussi à elle que nous devons nous adresser, pour lui montrer que l'agriculture française n'est pas forcément ce qu'elle peut en imaginer ou en percevoir. Pour lui dire que c'est une possibilité unique de nouer des liens avec le vivant, la nature, la biodiversité, d'exercer un métier avec une forme de liberté, d'indépendance, et du sens, que cela peut

même être une manière d'être acteurs de ces nécessaires changements.

Et j'en viens à la seconde conviction que je voulais vous faire partager, c'est le rôle tout à fait inédit que peut jouer cette concertation et ce Pacte d'avenir pour que nous tordions le cou aux idées simplistes et caricaturales sur le monde agricole. Nous devons les faire vivre toutes portes et fenêtres ouvertes sur la France. Et nous devons nous saisir de chaque occasion pour dire publiquement que notre agriculture et notre alimentation sont essentiels. Que ce n'est pas en sacrifiant notre agriculture, notre élevage ou certains modèles de productions que nous lutterons contre le réchauffement climatique, car pour nous nourrir, nous devons alors faire appel à des importations qui sont beaucoup moins exigeantes en matières sociales ou environnementales que les nôtres.

C'est en accompagnant notre agriculture pour qu'elle surmonte ces défis, qu'elle s'en empare que nous arriverons. Ma conviction, c'est que protéger l'environnement et protéger l'agriculture vont de pair. Et vous le savez d'ailleurs, vous qui êtes bien souvent à la pointe de ces mutations, à travers la production d'énergies renouvelables, ou encore les innovations que vous portez pour des modes de productions plus durables.

\*\*\*

Et justement, je voudrais conclure en vous disant que 2023 sera une année d'actions au service des transitions.

Je voudrais tout d'abord évoquer la feuille de route sur la forêt, qui se déclinera en cinq axes : mieux prévenir les risques et lutter contre les incendies ; adapter la forêt au changement climatique ; gérer durablement les forêts ; restaurer et préserver la biodiversité, les services écosystémiques et les sols forestiers ; et structurer et développer la filière pour mieux valoriser les produits bois.

Et dans cette même logique de transition et de planification, de nombreux chantiers devront être conduits cette année à nous, avec le plan de souveraineté « fruits et légumes », le plan Écophyto, le plan « engrais », les travaux du Conseil National de la Refondation, la stratégie nationale bas-carbone et le travail que nous devons mener sur la rémunération de pratiques permettant la réduction des gaz à effet de serre ou la séquestration du carbone dans les sols agricoles.

Sur tous ces sujets, le monde agricole doit avoir pour ambition de mettre en lumière la contribution essentielle de notre

agriculture, de notre alimentation et de nos forêts à la transition écologique.

Il nous faut donner du sens, valoriser les transformations à l'œuvre, montrer non pas seulement les externalités positives du monde agricole, mais le rôle stratégique qu'il joue et peut encore jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Le levier pour que nous y parvenions, ce sera l'innovation avec la troisième révolution agricole, celle du numérique, de la robotique, et de la génétique. Ce sera aussi une méthode, celle du dialogue, de l'écoute, pour bâtir des compromis plutôt que d'entretenir des oppositions stériles, une méthode reposant sur la science et la raison, pas l'émotion, le simplisme ou le complotisme. Mais le levier de ces changements, ce sera aussi et surtout chacun et chacune d'entre nous parce que nous devons continuer d'expliquer, de convaincre, et de porter, ces transitions sur le terrain, sans relâche.

C'est pourquoi je conclurai en vous remerciant pour votre engagement. Vous faites partie de ceux grâce auquel notre pays a tenu, depuis 3 ans et les crises que nous avons traversé et que nous traversons encore. Et vous êtes surtout ceux qui, dans la difficulté, en dépit des sacrifices consentis ont toujours continué d'imaginer des solutions pour nos modèles agricoles, alimentaires et forestiers de demain.



En 2023 et pour les années à venir, c'est à partir de cette force, de cette capacité de réinvention qui définit ce que vous êtes, qui est dans l'ADN du monde agricole, que nous devons édifier le monde agricole de demain, comme élément indissociable de la France de demain. Et j'ai confiance en vous : nous y parviendrons.

Je vous remercie et place maintenant à un moment de convivialité !

Vous pourrez goûter les produits du Lycée de la Mer et du Littoral ; je salue M. Lefebvre et ses deux élèves.

Et je voudrais tout particulièrement remercier le CNIEL et Caroline Le Poutier pour les excellents fromages que vous allez déguster, ainsi que Jean-Marie Fabre, le président des Vignerons indépendants, pour les superbes vins qui les accompagneront.

## **Contacts presse**

**Service de presse de Marc FESNEAU**  
Tél : 01 49 55 59 74  
[cab-presse.agriculture@agriculture.gouv.fr](mailto:cab-presse.agriculture@agriculture.gouv.fr)

**Service de presse du ministère**  
Tél : 01 49 55 60 11  
[ministere.presse@agriculture.gouv.fr](mailto:ministere.presse@agriculture.gouv.fr)

Ministère de l'Agriculture  
et de la Souveraineté Alimentaire  
Hôtel de Villeroi  
78 bis rue de Varenne  
75007 Paris  
[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)  
@Agri\_Gouv